



LA FEDERATION COMMUNIQUE

ENQUETE ANNUELLE D'ENTREPRISE – IAA – 2005

L'EMPLOI SACRIFIE

Le ministère de l'Agriculture vient de publier les résultats de l'Enquête Annuelle d'Entreprise des Industries Agroalimentaires en 2005. Pour la deuxième année consécutive, le nombre de salariés dans les entreprises de 20 salariés et plus est en baisse, - 1,4 % en 2004 et - 1,5 % en 2005, soit une perte de près de 10 000 emplois en deux ans. Cette diminution fait suite à une stagnation en 2003. Selon les premières estimations pour le premier semestre 2006, la baisse se poursuivrait. Depuis 3 ans donc, les effectifs salariés des IAA sont en baisse sensible, évolution qui n'est pas nouvelle, mais qui, jusqu'à ces dernières années, était compensée par des filières nouvellement industrialisées, telles que la volaille ou la boulangerie industrielle. Le ministère relève l'intensification du recours au travail intérimaire, sans le chiffrer, ce qui vient corroborer la réalité de la précarité et de la dégradation des conditions de travail dans les entreprises.

La baisse du nombre d'emplois dans les industries agroalimentaires est le résultat des stratégies des groupes au service de la rentabilité financière à court terme et la course à l'augmentation des dividendes pour les actionnaires : restructurations, externalisation d'activités, délocalisation de production, filialisation des usines, rachat et concentration... qui se traduisent par des licenciements massifs et des fermetures de sites. De plus, les statistiques relèvent une stagnation des investissements, après 3 années consécutives de baisse et une diminution de l'excédent agroalimentaire en 2004 et 2005.

Les conséquences de la stratégie des groupes agroalimentaires sont graves à plus d'un titre, pour une part supportées par la collectivité : montée du chômage et pression sur les revenus réduisant les débouchés alimentaires solvables, santé au travail qui se dégrade et difficultés pour la Sécurité Sociale, la perte de maîtrise de notre politique agricole et alimentaire nationale. Les économies sur les matières premières et les conditions de production peuvent donner lieu à des crises sanitaires et avoir des conséquences importantes sur la santé publique. La nouvelle chute des emplois s'inscrit dans ces régressions.

Montreuil, le 7 août 2006